



HAL
open science

”Conclusion synthétique”, Journées d’études Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les ”outre-mers” (24-25 avril, Marseille).

Dimitri Béchacq

► **To cite this version:**

Dimitri Béchacq. ”Conclusion synthétique”, Journées d’études Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les ”outre-mers” (24-25 avril, Marseille).. Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les ”outre-mers”, Apr 2025, Marseille, France. <hal-05117131>

HAL Id: hal-05117131

<https://hal.science/hal-05117131v1>

Submitted on 17 Jun 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

Ce texte est la version retravaillée de la présentation orale concluant les journées d'étude « Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les "outre-mers" » qui se sont tenues à Marseille les 24 & 25 avril 2025. Elles ont été organisées par Charlotte Floersheim, Ary Gordien, Rubis Le Coq, Blandine Salla et Samuel Tracol, avec le soutien de Sidaction, de l'URMIS, d'Aix-Marseille Université, du SESTIM, de l'IRISSO UMR CNRS 7170, de l'IDEAS, de l'École Doctorale 255, et du CERCLES.

Ces journées d'étude avaient pour objectif d' « engager une réflexion transdisciplinaire sur les façons dont les sciences humaines et sociales interrogent le passé et les réalités contemporaines des "outre-mers" », et ce à partir « d'une problématique transversale : comment les pratiques et les représentations du corps et du soin dans les "outre-mers" ont-elles été, et demeurent-elles, façonnées par leur héritage colonial ? » (argumentaire et programme en ligne sur : <https://calenda.org/1244555>). Comment les rapports de pouvoir induits par le fait colonial ont-ils impacté la santé dans les territoires ultramarins ? Ces questions ne pouvaient trouver meilleur écho que sur le site d'Aix-Marseille Université au Pharo, à Marseille, ville qui, en 1912, concentrait 52% du commerce colonial français. L'objectif de ces journées a été largement atteint, tant du fait de la qualité des communications présentées, que des échanges qu'elles ont suscités et de l'intérêt pour cette thématique, cette manifestation ayant réuni jusqu'à 50 personnes en présentiel et 30 en visioconférence.

Il faut d'abord situer son propos, certains éléments avancés dans les présentations illustrant autant les conditions relatives à la production de la recherche, que les politiques scientifiques et la fabrique du savoir, dans ces contextes singuliers et hétérogènes qui sont ceux des territoires ultra-marins. J'ai développé mes recherches en tant qu'ethnographe et anthropologue, et avec une approche historique, sur les pratiques du vodou en Haïti et dans la diaspora haïtienne, pratiques mises en perspective avec l'histoire sociale et contemporaine de la présence haïtienne en Ile-de-France. J'ai été recruté par le CNRS en 2012 et affecté à l'UMR 8053 en Martinique, UMR qui, depuis 2023, a pour acronyme PHEEAC (Pouvoirs Histoire Esclavages Environnement Atlantique Caraïbe). L'UMR 8053 est la seule unité du CNRS en sciences humaines et sociales dans la région de la Caraïbe. À partir de là, je ferai deux constats :

- Cette UMR est, de fait, idéalement positionnée pour des équipes de recherche hexagonales et internationales devant compter un partenaire institutionnel local dans leur consortium, afin de pouvoir répondre à des appels à projet centrés sur la Caraïbe. Nous sommes parfois sollicités à la fin du processus d'élaboration de programmes de recherche, pensés et fabriqués

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

depuis l'extérieur.¹ C'est heureusement une situation marginale, car nous sommes à l'initiative de plusieurs programmes de recherche, notamment axés sur l'environnement. Mais cela illustre cette asymétrie relationnelle entre un centre et sa périphérie, caractéristique des rapports entre l'État français (et ses différents opérateurs et organismes) et ses territoires ultra-marins. Qu'est-ce que cette situation génère ? Parmi les membres de notre UMR, constituée davantage d'Antillais afrodescendants que de blancs métropolitains, cela produit un décalage, une forme d'expropriation, et génère un certain malaise, qui n'est pas étranger au sentiment de la persistance d'un rapport colonial.

Plus largement, cela renvoie aux relations biaisées dans les pratiques de recherche entre ces territoires et l'Hexagone. Certaines de ces pratiques s'ancrent dans un impensé colonial dont certaines des manifestations ont été abordées ici, en partie avec la notion de « colonialité » qui a été diversement questionnée et travaillée, notamment pour qualifier les conditions de la production du savoir scientifique (S. Charpentier) ou celles de l'exercice du travail associatif (I. Rivierez).

- Deuxième constat, l'UMR 8053 est régulièrement sollicitée, au local comme au national, par les organismes de recherche comme par les pouvoirs publics locaux, sur la problématique des enjeux de santé, parfois en lien avec la question de l'environnement : vieillissement de la population, invasion des algues sargasses, catastrophes dites « naturelles », pollution au chlordécone, etc. Ces sollicitations rencontrent un problème de ressources humaines disponibles, sur place, pour travailler sur ces questions. Dans le sillage d'un intérêt ancien, j'ai été amené à travailler sur les questions de la santé, notamment dans leurs liens avec l'environnement et la migration. Mais du point de vue de notre UMR, cela fait écho à une donnée extraite de la Feuille de Route Outre-Mer (FROM) produite par le CNRS en 2022.² Ce document indique que parmi les 6 organismes de recherche présents dans les DROM-COM (départements, régions et collectivités d'outre-mer), le CNRS ne représente que 9% des ressources humaines avec 72 permanents affectés (administratifs et chercheurs confondus), alors qu'il est le premier organisme public de recherche français, en termes de budget et de personnels. Cette donnée peut être lue comme étant symptomatique du déficit d'investissement de la recherche française dans les territoires ultra-marins, alors même qu'ils sont désignés comme étant aux avant-postes des enjeux contemporains d'environnement et de santé :

« Ces territoires sont considérés comme très vulnérables et comme des sentinelles "marqueurs" des impacts du changement global sur les questions de préservation et

¹ Il en est de même quand il s'agit de partenaires locaux en STS (Science Technique Santé) devant donner une « coloration » SHS à leur projet.

² <https://www.cnrs.fr/sites/default/files/news/2023-06/Feuille%20de%20route%20Outre-mer.pdf>

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

d'adaptation de la biodiversité, de préservation des ressources naturelles et des risques naturels – sismiques, volcaniques ou climatiques, montée de la mer – mais également des maladies émergentes. »³

Mais cette donnée pose également la question de l'attractivité de ces territoires, des conditions de vie et de travail pour les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des différentes politiques de rémunération des organismes publics de recherche entre, par exemple, le CNRS et l'IRD.

Les présentations qui ont porté sur les questions de risques sanitaires et environnementaux (B. Furst, R. Meltz & F. Mury, C. Bouko-Lévy) ont bien montré la bascule qui s'est opérée au sein des SHS françaises, bascule explicitée dans l'ouvrage de Marie Gaille et Philippe Terral, *Pandémie. Un fait social total* (2021). Les SHS françaises sont en effet passées d'un intérêt pour les perceptions du risque et leur acceptabilité par les populations, à un ensemble d'enjeux tels que les dynamiques de mobilisation, la construction des savoirs sur le risque et les modalités de gouvernement.⁴

L'appréhension même de l'espace hétérogènes formés par l'ensemble des territoires post-coloniaux de la France, à travers la définition administrative, politique et institutionnelle de la notion d'« outre-mer », est le cadre normatif, mais ambigu,⁵ qu'un certain nombre d'interventions ont abordé sous différents aspects, dont celui des acteurs institutionnels, de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs rapports aux populations et aux personnes de ces territoires (C. Rullier-Maugüé). Certaines présentations ont fait écho à ce que j'ai pu observer dans des documents des archives diplomatiques françaises, archives consacrées à la gestion de la migration haïtienne dans la Caraïbe : « Parmi les représentants de l'État français, il y a une véritable dissociation entre la réalité d'un héritage colonial qui persiste de différentes façons [...], et les représentations et impensés de ces mêmes acteurs dans le rapport qu'ils ont à ces territoires et à leurs populations, perpétuant ce même héritage sous des formes renouvelées. »⁶

³ <https://www.cnrs.fr/fr/actualite/la-recherche-face-aux-defis-des-territoires-ultramarins>

⁴ Gaille, Marie et Terral, Philippe (dir.). 2021. *Pandémie. Un fait social total*. CNRS Éditions.

⁵ Pour une analyse de l'histoire de cette notion, se référer à Mary, Sylvain (2021. *Décoloniser les Antilles. Une histoire de l'État post-colonial (1946-1982)*. Sorbonne Universités Presses) et à Combeau, Yvan et Daniel, Justin (2022. « Écrire l'histoire des départementalisations dans les outre-mer français », *Outre-Mers. Revue d'histoire coloniale et impériale*, 3 (416-417), 7-14).

⁶ Béchacq, Dimitri. 2025. « La migration comme enjeu diplomatique entre Haïti, la France et ses territoires d'Amérique (1940-1970) », in *Actes des journées d'études Failles haïtiennes*, p. 7 (16-17 nov. 2023 Sciences Po Bordeaux), <https://ayiti.unice.fr/osmose/wp-content/uploads/2025/04/Bechacq-2025-La-migration-comme-enjeu-diplomatique-Actes-Failles-haitiennes.pdf>.

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

Et cette remarque vaut aussi bien pour des acteurs politiques, que pour des acteurs des institutions de santé, mais aussi pour certains chercheurs chez lesquels la dimension post-coloniale, dans toutes ses déclinaisons, est un véritable point aveugle, et ce alors même qu'ils travaillent sur les territoires ultra-marins, mais le plus souvent depuis l'extérieur. C'est l'une des raisons pour lesquelles, dans l'un des programmes de recherche auquel mon UMR a été associée, où je devais initialement travailler sur les présupposés socio-culturels des populations, j'ai finalement décidé de travailler sur les présupposés socio-culturels des scientifiques venant enquêter aux Antilles. Cela ne s'est évidemment pas fait sans frictions ni résistances.

Cela m'amène à évoquer la question de la réflexivité dans le travail de la recherche, que certaines présentations ont évoqué sous le terme de « positionnalité ». Et j'ai remarqué là aussi une inflexion. Quand j'ai commencé mes recherches il y a 25 ans, ethnographiant les pratiques du vodou en Haïti et dans la diaspora haïtienne – en étant français, blanc et non-initié - c'était une évidence que de mobiliser la réflexivité⁷, alors que certains de mes aînés refusaient de s'y prêter, y voyant une forme de psychologisation de la recherche. Tout en considérant les biais induits par la mise en récit de soi, avec la sélection autobiographique qu'implique un tel exercice, le fait de se positionner par rapport à sa recherche, et à son terrain, permet de situer sa parole, et ce que notre présence, ce que l'on représente et notre recherche, produisent dans les relations avec nos interlocuteurs, dans le traitement des sources et dans la production des données. Cela paraît d'autant plus nécessaire quand on travaille avec des personnes et dans des territoires post-coloniaux travaillés par des rapports de domination structurels. Il en est de même pour les archives qui, en elles-mêmes, ne sont pas neutres, tant du fait de ceux qui les produisent, que des contextes dans lesquels elles sont produites, et de ceux qui s'en saisissent (B. Furst, R. Meltz & F. Mury). Elles doivent donc être déconstruites en situant leurs différents biais : le traitement que l'on fait de ces archives dépend d'un ensemble de facteurs qui doivent être explicités pour que l'on puisse tendre vers l'objectivité.⁸

Bien qu'elles n'aient pas été traitées en tant que telles, la question des langues est sous-jacente à de nombreuses présentations (C. Ansoe-Tareau & M.-A. Tareau), tout comme les questions raciales et genrées. La notion de « race » est apparue en creux dans plusieurs communications, et dans des travaux aussi bien historiques que contemporains, pour montrer comment la « race » permet de catégoriser des populations (S. Charpentier) par le prisme du

⁷ Ghasarian, Christian (dir.). 1998. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Armand Colin.

⁸ Stoler, Ann Laura. 2019. *Au cœur de l'archive coloniale. Question de méthode*. EHESS.

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

corps, et dans des entreprises coloniales (V. Campolo). Autre thématique transverse à ces journées d'études, notamment quand les intervenants et intervenantes ont montré comment leur objet d'étude était construit comme un « problème public » (C. Bouko-Lévy, C. Rullier-Maugüé, J. Sion), c'est le parallèle que je vois avec la notion de « crise » et des situations hétérogènes qu'elle recouvre (I. Merle, S. Permals & R. Poiwi). Les « situations coloniales »⁹ ne sont-elles pas, par définition et en elles-mêmes, des situations de crise ? Les présentations qui ont exposé et analysé des crises sanitaires, qui sont aussi des crises politiques, font écho à cette défiance qui structure les rapports entre ces territoires et l'État central.

C'est en partie par rapport à cette relation de défiance que se déploient des stratégies et des ressources, mobilisées par tout ou partie des habitants de ces territoires. Et plusieurs présentations ont explicité ces stratégies d'évitement, de contournement, d'appropriation (B. Salla), notamment en ce qui a trait aux recommandations sanitaires et institutionnelles, avec par exemple l'usage des plantes et les thérapies associées (C. Ansoe-Tareau & M.-A. Tareau, M. Rapinski), pour éviter la pollution au chlordécone (C. Bouko-Lévy) ou encore pour se prémunir des risques liés à la radiation (B. Furst, R. Meltz & F. Mury). La problématique de l'enclassement de ces territoires dans un cadre institutionnel national et européen, s'est illustrée avec ces cadres normatifs et ces standards extérieurs dans lesquels, et parfois contre lesquels, certaines pratiques de santé et certains acteurs doivent composer (I. Rivierez).

Cela était particulièrement visible dans les communications portant sur les propriétés et les usages de plantes aux multiples vertus (nutritionnelles, spirituelles, médicinales, etc. ; B. Salla, C. Ansoe-Tareau & M.-A. Tareau, M. Rapinski). Elles ont montré cette frontière ténue entre le remède et le poison qui peut exister pour une même plante, et plus largement, comment certaines pratiques et savoirs locaux s'accommodent mal d'une vision binaire, eurocentrée, qui prévaut parfois avec ces cadres normatifs et ces standards exogènes (I. Rivierez). Et cela est patent avec la mise en œuvre de politiques de santé publique qui se situent entre deux extrêmes : étant fabriquées de l'extérieur, elles sont parfois inadaptées aux territoires visés, et quand il s'agit de s'affranchir de certaines normes, notamment du fait de leurs coûts financiers, ces politiques prennent la forme de mesures dérogatoires (C. Rullier-Maugüé).

Le rapport aux normes et aux standards se remarque également avec la définition de maladie, comme la lèpre, dont la gestion, s'appuyant sur des prescriptions imputables aux stéréotypes raciaux, suscite diverses formes de résistances locales (A. Getenet, M. Brualla Challet). Et plus largement, cela montre les rapports de pouvoir qui prévalent entre les différentes formes de savoirs médicaux et de visions du monde (L. Hervouet). Et c'était particulièrement

⁹ Séveno, Caroline. 2013. « De la "situation coloniale" définie par Georges Balandier aux réalités antillaises », *Outre-mers*, 101 (378-379) : 57-65.

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

intéressant de voir comment se construisent ces différents savoirs, comment ils se transmettent, et leurs usages et effets sociaux (L. Kermarrec, B. Salla). Cela s'est remarqué avec les interventions consacrées au jardin créole dont la jeune recherche s'est ici saisie (E. Cohen, L. Kermarrec), dans le sillage de l'étude pionnière, dans le monde francophone, de Catherine Benoît.¹⁰ Le dialogue intergénérationnel, au sujet de cette notion de « jardin créole », a montré comment elle procédait d'une construction tout à la fois théorique, éthique et idéologique, mais qu'elle recouvrait également des pratiques relevant de position morale et éthique, littéraire et artistique.

De là, la valorisation de ces pratiques et de ces savoirs locaux véhicule des formes de résistance, dans des contextes travaillés par des héritages post-esclavagistes et post-coloniaux (B. Salla, C. Ansoe-Tareau & M.-A. Tareau, L. Hervouet). Croisées avec la thématique des normes et des standards, dans des régions où le brassage de populations fut intense et où les circulations transnationales influencent les pratiques locales (L. Kermarrec), ces présentations sur les savoirs locaux m'ont rappelées ces notions de « bricolage » et de « syncrétisme ». Ces notions ont été des jalons importants dans la recherche dite « afro-américaine », de Melville Herskovits à Roger Bastide, en passant par Erika Bourguignon avec la notion d'« ambivalence socialisée », jusqu'à celle de « compétence métisse », construite par Élisabeth Cunin pour décrire les formes de socialisation et d'adaptation situationnelle mobilisées par des personnes racialisées.¹¹

Pour ce qui est de la dimension politique des questions de santé, qu'il s'agisse du chlordécone (C. Bouko-Lévy), du diabète (M. Rapinski), et pour ce qui concerne, plus largement, la gestion des épidémies, le gouvernement des corps et des populations (A. Getenet, C. Rullier-Maugüé, V. Campolo, J. Sion), le fil rouge se situe dans les recommandations produites par les politiques publiques, lesquelles font reposer la gestion de poisons, de maladies ou encore de la nutrition, sur la seule capacité individuelle et familiale, comme dans le cas du cancer (A. Servy). Cette individualisation, quant à la gestion du risque (environnemental, sanitaire, etc.) par le politique, rappelle l'analyse du monde de l'humanitaire produite par Sandrine Revet, anthropologue des catastrophes, monde qui déploie un « système de gouvernance reposant sur la responsabilité des individus ». Certains des dispositifs de la gouvernance humanitaire s'adressent en effet à une population « dont la condition permanente est caractérisée par le fait de ne pouvoir compter que sur elle-même ».¹² Et cela fait écho, à un certain niveau, aux

¹⁰ Benoît, Catherine. 2000. *Corps, jardins, mémoires. Anthropologie du corps et de l'espace à la Guadeloupe*. CNRS.

¹¹ Cunin, Élisabeth (2001). « Chicago sous les tropiques ou les vertus heuristiques du métissage », *Sociétés contemporaines*, 3 (43) : 7-30.

¹² Revet, Sandrine (2018). *Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles »*, Éd. FMSH : 195.

Dimitri BÉCHACQ, « Conclusion synthétique », Journées d'étude *Corps, pouvoir et santé. Des poisons et des remèdes dans les « outre-mers »* (24-25 avril 2025, Marseille).

stratégies visant à pallier les carences des systèmes de santé dans les territoires ultra-marins (I. Merle, S. Permals & R. Poiwi, J. Sion, A. Servy).

Cette réduction à l'échelle de l'individu par le pouvoir politique décontextualise les dynamiques postcoloniales et économiques qui ont produit ces poisons et ces maladies, tout en déresponsabilisant les groupes privés comme les institutions publiques – et plus largement l'État – en tant qu'acteurs à part entière de ces mêmes dynamiques (C. Bouko-Lévy, B. Furst, R. Meltz & F. Mury, J. Sion). Ce gouvernement et cette gestion des corps, des populations et des personnes passent souvent par la construction d'enjeux sanitaires érigés en « problème public ». Cette construction montre l'intrication entre un impensé colonial, une gestion technocratique peinant à prendre en compte les problématiques et les spécificités locales, et l'imposition de normes et standards exogènes.

Dans la pratique même de la recherche, de l'élaboration d'un projet à sa mise en œuvre sur le terrain, jusqu'à la restitution aux personnes avec lesquelles et auprès desquelles nous travaillons et dont nous faisons partie, à des degrés divers, il ressort que dans ces territoires ultra-marins, il nous revient de travailler de l'intérieur les politiques scientifiques des bailleurs et de nos institutions de rattachement. La co-construction de nos recherches avec les personnes concernées, et la restitution et la valorisation de nos travaux, en impliquant décideurs institutionnels et publics concernées, peut être l'un des chemins afin de désenclaver et de diffuser les enjeux de santé, passés et contemporains, de ces territoires.